



Déclaration préalable de la FSU – CDEN du 18 février 2021

La crise sanitaire qui frappe notre pays depuis un an est malheureusement toujours bien présente et nous la vivons de façon intense depuis bientôt une semaine dans le département.

L'augmentation du nombre de fermetures de classes a renforcé le caractère anxiogène de la situation au sein des écoles et des établissements. Les évolutions et la mise en œuvre du protocole sanitaire mettent les équipes sous tension et tout particulièrement les directeurs et les directrices.

Et ce sont les enseignant-es, les personnels d'accueil et de vie scolaire et les directions d'écoles en premier lieu, qui doivent expliquer, justifier ces mesures auprès des familles. Les professionnels de l'éducation en sont réduits à devoir guetter les nouvelles instructions. Nous sommes face à une crise, cela nécessite anticipation, préparation, dialogue. L'École est aujourd'hui encore ouverte uniquement car ses personnels la portent à bout de bras.

Certes, le maintien de l'ouverture des établissements scolaires évite de creuser davantage les inégalités scolaires, mais cela n'est possible qu'à condition de garantir la sécurité de tous, élèves et personnels, dans tous les établissements scolaires.

Dans l'attente d'une immunité collective suite à la vaccination, la FSU exige des mesures protectrices fortes pour que l'école puisse se poursuivre sous pandémie ainsi qu'une campagne de tests massifs dans les établissements scolaires pour avoir une vision réelle de la situation épidémique. Au regard des risques encourus et de l'importance de leurs missions, la FSU demande que l'ensemble des personnels aient accès à la vaccination le plus rapidement possible, en priorisant ceux exerçant en maternelle, les AESH et les personnels vulnérables. Les mesures mises en œuvre dans le cadre du protocole restent insuffisantes pour assurer la sécurité de tous.

Nous demandons également que les prochaines semaines soient utilisées pour anticiper et définir un plan visant à garantir véritablement la santé des élèves et des personnels dans les écoles et les établissements du second degré dès la fin des vacances.

Les mesures annoncées par le gouvernement visant à renforcer les mesures contre l'épidémie à l'école mettent à l'index l'Éducation Physique et Sportive. Comment comprendre la décision au début de l'hiver d'interdire les activités dans les espaces couverts alors qu'il ne semble y avoir aucun problème à entasser les élèves en salle de classe ? Vu les conditions météorologiques actuelles, cette décision revient à supprimer purement et simplement l'EPS des enseignements pour les élèves. D'autres mesures auraient pu être prises et le SNEP-FSU les porte depuis le confinement du mois de mars : demi-groupes pour tous les cours d'EPS, renforcement de l'encadrement par l'emploi de nouveaux personnels. Ces quelques solutions auraient permis une gestion simplifiée des mesures barrière sans ôter un enseignement essentiel. La pandémie a fait la démonstration du besoin important de la pratique physique pour tous les jeunes, le bilan du confinement a montré les impacts importants en termes de santé publique (prise de poids, perte de capacités cardio-pulmonaires, augmentation de la sédentarité, impact psychologique par la diminution du lien social...)

Alors que rien ne démontre que les cours d'EPS auraient été particulièrement des lieux de contamination, le gouvernement stigmatise la discipline et quelque part la pointe du doigt.

Cette crise a mis en lumière la nécessité d'un service public de qualité, renforcé, dans lequel l'Etat doit urgemment investir. Le plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé ne concernera au final que les entreprises. Rien pour les services publics ! Le gouvernement a beau multiplier les Segur, Grenelle et autres Beauvau, les agents de la fonction publique, tout comme les usagers ne sont pas dupes ! Le monde d'après est bien semblable au monde d'avant, et pour cette raison la colère gronde. Elle s'est exprimée dans la rue le 26 janvier (par le biais de la grève dans l'Education Nationale) et le 4 février dernier, jour de mobilisation interprofessionnelle. Dans les écoles, les personnels sont à bout. Epuisés d'un an de gestion de crise où les protocoles se succèdent, où les ordres précèdent les contre-ordres.

C'est dans ce contexte particulièrement anxiogène que le ministre choisit d'accélérer ses réformes. Réforme du CAPPEI, du CAFIPEMF, de la formation initiale, méthode de lecture LEGO, remise en cause des programmes de la maternelle, et réforme de l'Education Prioritaire, tout y est ! L'entrée en vigueur de l'expérimentation sur les CLA à la rentrée prochaine, attribuant quelques moyens à certaines écoles uniquement, sous forme de contractualisation, n'est pas la réponse appropriée aux difficultés scolaires accentuées par la crise économique et sociale que nous traversons. La FSU demande une politique nationale de l'Education Prioritaire, afin que chaque élève, d'où qu'il soit, bénéficie de l'enseignement qui lui permettra de développer toutes ses compétences. Il y a un enjeu pour la société de demain, c'est le sens de l'appel lancé par la FSU suite aux Etats Généraux qu'elle a tenus.

Dans ce contexte, la charge de travail des directions d'écoles est démultipliée. A l'allègement des tâches toujours absent, s'ajoutent de nouveaux gestes professionnels jusqu'à présent inconnus : signalement sur l'application dédiée, établissement de listes de cas contacts, des plannings à revoir au rythme des différents protocoles ... Plus que jamais, il est urgent d'améliorer les conditions de travail des directeurs et directrices. Cela passe par le recrutement d'aide à la direction pérenne, d'un moratoire sur les enquêtes, du temps de décharge, la mise en œuvre des journées de formation, des temps d'échange entre pairs ...

La dotation départementale de 6 postes dans un contexte de baisse démographique pouvait laisser penser qu'un réel travail sur le qualitatif serait possible : rétablir des RASED complets partout, abonder la brigade de remplacement, baisser les seuils et les effectifs de toutes les classes, prendre en compte les élèves d'ULIS dans les classes de référence, relancer les PDMQDC.

... Malheureusement la poursuite de nombreuses priorités ministérielles : dédoublement des classes de GS en REP, limitation à 24 élèves des classes de GS, CP et CE1 hors EP, augmentation des décharges de direction, accompagnement de l'école inclusive, soutien et accompagnement des territoires ruraux grève un grand nombre de postes. Seuls trois postes de Rased sont créés, nous saluons ces ouvertures mais elles ne sont pas à la hauteur des demandes des équipes sur le terrain pour l'aide aux élèves éprouvant difficulté, qui ont subi de plein fouet le confinement du printemps dernier. Aucun poste de remplaçant ne sera ouvert, alors que nous avons déjà constaté avant la pandémie la nécessité d'avoir un nombre de remplaçants conséquent pour assurer la formation continue des personnels et le remplacement. De plus, après les décisions du comité technique, plusieurs écoles de Moselle mériteraient une annulation de fermeture de classe ou une ouverture de classe en raison de la présence d'élèves d'ULIS dans l'école, de leurs effectifs par classe, de la situation difficile dans laquelle elle se trouve.

Le SNUipp-FSU exige un plan d'urgence pour l'école qui permette de rattraper les inégalités scolaires qui se sont encore creusées depuis l'an dernier.

Sans doute les difficultés vécues dans les écoles n'apparaissent pas dans le P/E, indicateur global, qui malheureusement ne rend pas compte du quotidien des élèves et des enseignant.es. Depuis plusieurs années les remplaçant.es sont aussi sollicités pour répondre à la multiplication des burn-out, des disponibilités, des CLM, des demandes de démission, de rupture conventionnelle... autant d'indicateurs qui font état du mal-être dans notre institution. Une centaine de collègues nous ont déjà contacté pour savoir comment quitter l'Education Nationale (reconversion, démission, détachement ...) Ne vaudrait-il pas mieux, encore une fois, maintenir ou donner de bonnes conditions de travail ?

Dans le second degré, la situation se dégrade de la même façon. Les plans de réductions des années passées amènent une crise des moyens de remplacement. Combien de personnels ne sont pas remplacés à ce jour dans le département ? Désormais toutes les matières sont touchées par ce manque de moyens de remplacement. La crise de recrutement touche tous les postes et toutes les fonctions. Il est temps d'envisager le système d'une autre perspective et de changer de point de vue pour répondre aux attentes des élèves et des familles.

Nous pensons que dans la crise que nous connaissons, le meilleur plan de relance qui soit est d'investir dans l'avenir de la jeunesse et dans l'éducation.

La FSU revendique un plan d'urgence pour le service public d'éducation, articulé autour de trois axes, salaires, moyens, métier. Elle exige de vraies mesures de revalorisation pour tous les personnels des établissements scolaires, la reconnaissance de leur professionnalité et des moyens à la hauteur des besoins, des enjeux de la situation sanitaire et de la réduction des inégalités

La crise actuelle est inédite. Fruit des désastres écologiques et de la mondialisation, elle agit comme un révélateur des impasses du néo-libéralisme. Elle met à nu les conséquences de l'enchaînement des politiques d'austérité. Ces politiques dites de « maîtrise de la dépense publique », supprimant nombre de postes et réduisant drastiquement les moyens, ont fragilisé les services publics. La crise que nous traversons a mis fortement en évidence le rôle essentiel que ces services publics jouent dans la société.

La FSU exige toujours que des leçons soient tirées de cette épreuve et que le gouvernement, malgré la récession qui s'installe et la crise économique qui ne manque pas d'affecter notre pays, prenne les mesures nécessaires et les orientations politiques qui permettront de reconstruire notre société sur de solides fondations et ce, grâce aux services publics. Il est temps de changer la donne.